

Roger Vailland & Raymond Manevy

UN HOMME DU PEUPLE SOUS LA RÉVOLUTION



Gallimard

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.*

© 1947, Éditions Buchet-Chastel pour la première édition.

© 1979, Éditions Gallimard, pour la présente réédition.

NOTE DES AUTEURS

Ce récit fut écrit en 1936.

380 députés du Front Populaire venaient d'entrer au Palais-Bourbon.

Les socialistes qui, pour la première fois, en France, prenaient la direction du Gouvernement, déclaraient selon l'expression de l'un deux, et non des moindres, qu'ils étaient prêts « à assumer toutes les tâches, tous les périls pour libérer le travail ».

L'union des travailleurs, ébauchée au lendemain du 6 février 1934, allait-elle se parfaire dans l'exercice du pouvoir ? Un grand espoir prenait forme.

Dans les entreprises en grève, les ouvriers avaient cessé le travail mais n'avaient pas quitté les lieux. Ils entretenaient les machines, les huilaient, les astiquaient, les faisaient briller. Ils organisaient des patrouilles de sécurité pour écarter les saboteurs. Les syndicats ne réclamaient pas tant des augmentations de salaires que l'établissement de « contrats collectifs » et de « comités de gestion ». L'ouvrier français montrait la maturité qui, au travailleur, donne le droit de réclamer la propriété de ses instruments de travail.

Les calicots se découvraient l'audace d'occuper les grands magasins. Ils découvraient que, pour eux aussi, le bonheur est possible, qu'il appartient à tout homme de transformer son destin. Ce postulat qui, selon Saint-Just, est à la base de toutes les révolutions, ce fut, pour beaucoup de Français, le grand enseignement de cet inoubliable mois de juin 1936, leçon que n'oublièrent pas ceux qui osèrent, quelques années plus tard, affronter les tanks hitlériens avec, pour seules armes, des bouteilles d'essence.

Déjà, dans d'interminables défilés, sur un parcours tout chargé de souvenirs révolutionnaires, de la Bastille à la Nation, le peuple parisien réconciliait La Marseillaise et L'Internationale.

Ce fut dans cette atmosphère de bataille que nous écrivîmes la vie de Drouet, le maître de poste qui, un siècle et demi plus tôt, dans une auberge de campagne, avait porté sur le roi fugitif une main sacrilège et accompli le geste qui devait changer la face du monde.

En relisant, dix ans après, ce récit qui parut en 1937 dans Le Peuple, journal de la C.G.T., nous avons pensé que nous pouvions le signer à nouveau. Son sens, pour nous, n'a pas changé.

R.V. et R.M.

15 décembre 1946.

Première partie

I

Paris a peur.

Aux Gravilliers, un sectionnaire, boucher de son état, homme bien renseigné et patriote ardent, a affirmé, jurant sur la tête de ses enfants qu'il n'avancait rien qu'il ne pût prouver, que La Fayette avait trahi et que, dans quelques jours — demain peut-être — le général marquis ferait massacrer les patriotes.

Des maraîchers de banlieue prétendent avoir entendu, dans la nuit, des coups sourds et prolongés qui ressemblent au bruit du canon, puis les claquements secs d'une fusillade qui dura près d'une heure.

Dans un café du Palais-Royal, une jeune servante, dévouée à la cause de la liberté, a surpris la conversation de deux aristocrates dont l'un avait un fort accent étranger.

Si le récit de cette fille est exact — et pourquoi ne le serait-il pas ? — le roi et sa famille auraient quitté les Tuileries depuis plusieurs jours. Sur un bateau

chaland aménagé spécialement ils gagneraient Les Andelys. Là une troupe sûre les attendrait pour leur faire escorte jusqu'au petit port de la côte normande d'où ils s'embarqueraient pour l'Angleterre.

Les nouvelles alarmantes naissent, courent, s'enflent, éclatent avec une rapidité prodigieuse. Les bruits sinistres se répandent simultanément dans tous les quartiers de Paris.

Une lourde inquiétude pèse sur la ville qui a lu avec angoisse les phrases terrifiantes de Marat :

« ... Que signifient sur vos frontières ces rassemblements d'émigrés et ces armées qui s'avancent pour vous étouffer dans un cercle de fer ? Que font donc vos ministres ? Comment les biens des émigrés ne sont-ils pas confisqués ? Leurs maisons brûlées ? Leurs têtes mises à prix ? Dans quelles mains sont les armes ? Dans les mains des traîtres ! Qui commande vos troupes ? Des traîtres, des traîtres, partout des traîtres ! Et dans ce palais de la trahison, le roi des traîtres, le traître inviolable et couronné : le roi !... Veillez !... Veillez !... Un grand coup se prépare, il va éclater. Si vous ne le prévenez pas par un coup soudain et plus terrible, c'en est fait du peuple et de la liberté ! »

*

Le 14 juillet 1789, le peuple de Paris n'avait pas eu peur.

C'était bon d'avoir la Bastille à abattre, car la

Bastille c'étaient des murs épais avec dedans des Suisses, des canons et des fusils ; les pierres, les soldats, les armes c'étaient des ennemis nets, précis et limités.

Depuis le début de 1791 la lutte n'est plus égale. Le peuple ne connaît plus ses ennemis. Il a l'impression de se battre contre une chose vague à laquelle il ne peut donner ni contours ni formes.

Pourtant, au pouvoir du roi il a opposé le pouvoir de la Constituante. Mais il n'a plus confiance dans les hommes qui le représentent.

Aristocrates ou intellectuels, les hommes de la Constituante n'étaient pas des hommes du peuple. En prenant ouvertement le parti de Louis XVI, les Cazalis, les Maury, les Malouet, les Clermont-Tonnerre, députés de la droite, n'avaient trompé personne. Mais, les autres, les chefs de la gauche, qu'étaient-ils ?

Les frères Lameth. Des hommes de cour, élevés par les bontés de la famille royale, comblés avant 1789 de faveurs et de pensions.

Barnave. Un avocat. Un grand bourgeois du Dauphiné qui s'était distingué en défendant les privilèges du Parlement contre le pouvoir royal.

Robespierre. Encore un avocat. Un protégé de l'évêque d'Arras, un brillant élève du lycée Louis-le-Grand, une étoile des académies de province, un intellectuel qui, à tout propos, faisait étalage de sa connaissance des Grecs et des Romains.

Pétion. Un avocat lui aussi. Un avocat sans clien-

tèle et qui employait dans les clubs le langage des cochers : on s'en méfiait comme on se méfie aujourd'hui de ces prêtres qui s'expriment en argot pour se rendre populaires.

Tous ces beaux parleurs s'en donnaient à cœur joie. Ils exaltaient à l'Assemblée les belles vertus qui firent la grandeur des républiques antiques. Adrien Duport réclamait l'abolition de la peine de mort. Il démontrait avec la plus profonde logique que la société, en se réservant l'homicide, le justifiait jusqu'à un certain point dans le meurtrier et que le moyen le plus efficace qu'elle eût de déshonorer le meurtre et de le prévenir était qu'elle en montrât elle-même une sainte horreur. Robespierre approuvait Adrien Duport.

Voilà pour le Parlement.

Quant à la garde nationale elle était commandée par Marie-Paul-Joseph-Yves-Gilbert de Motier, marquis de La Fayette, propriétaire d'une immense fortune, allié par sa femme, fille du duc d'Ayen, aux plus grandes familles du royaume. Il voyait tous les jours le roi et parlait de liberté dans un langage de cour. Camille Desmoulins, dans son journal, venait de déshabiller de main de maître « l'Américain de Versailles » comme on disait alors et de dénoncer ce « faux ami du peuple », type curieux de Rose-Croix qui mettait l'Oratoire à côté de l'Atelier et qui rêvait d'établir le contact entre les élites et les masses en faisant de la bourgeoisie la conductrice de la Nation.

*

L'or se fait rare, les assignats se discréditent, le prix du pain augmente, les arrivages de légumes deviennent irréguliers : pendant vingt-quatre heures Paris a manqué de lait. Le bâtiment ne va plus. Les artisans de la joaillerie, de la passementerie, de la plumasserie sont en chômage. Plus de commerce de luxe. Les cochers et les porteurs de chaises n'ont plus de clients. Cependant, les émigrés, soutenus par le roi de Prusse, s'assemblent à Coblenz et le roi correspond avec eux ; les journaux : *L'Ami du Peuple*, *Les Révolutions de France*, *Le Père Duchêne* l'affirment.

Pendant ce temps que font les députés ?

Ils s'embrassent et se comparent à Cincinnatus, à Aristide, à Brutus, à Cassius, à Washington !

Le peuple a peur. Peur comme un enfant. Peur comme les frères du Petit Poucet au milieu de la forêt, quand les parents combinèrent à voix basse de les abandonner. Peur d'un ogre gigantesque qui aurait un pied aux Tuileries, un autre à Coblenz et des oreilles derrière chaque mur de Paris.

Dans la cour étroite d'une maison sordide de la rue Thibaudoté, une vieille femme, qui chauffe ses membres au soleil, murmure en se signant : « Dieu se vengera ! Dieu se vengera ! »

Au palais des Tuileries, sous la surveillance de M. de La Fayette, vit, entre sa femme, sa sœur et ses

enfants, un homme que le peuple de Paris méprise, un gros homme, aux yeux bleus à fleur de tête, au front fuyant, aux narines molles, aux lèvres épaisses, à la marche indécise. On sait qu'il ne pense qu'à manger et les journaux et brochures ont répété sur tous les tons qu'il était cocu. On sait aussi qu'il correspond avec les émigrés, qu'il prépare avec eux l'invasion de la France par les étrangers et qu'auprès des puissances ennemies le baron de Breteuil et M. de Calonne parlent en son nom et conspirent contre les ambassadeurs officiellement accrédités.

Cependant, c'est le roi. Le peuple estime triste et humiliant d'avoir un tel roi, mais il tient à lui. Depuis les temps les plus reculés, la notion du sacré s'attache à la personne royale.

Après même que le roi aura tenté de fuir, l'Assemblée constituante décrètera son inviolabilité. Et si le jour de son retour on fait afficher dans Paris que celui qui l'applaudira sera bâtonné, on n'omet pas d'ajouter que celui qui l'insultera sera pendu.

Quelques griefs qu'il ait à lui adresser, quelques responsabilités dont il le charge, le peuple, en ce printemps de 1791, tient à son roi, comme les sauvages tiennent au morceau de bois qui leur sert de totem, comme le peuple juif tenait à l'arche d'alliance.

Tous les jours, des délégations de la commune de Paris et des clubs insistent auprès de M. de La Fayette pour qu'on veille bien à ce que le roi ne soit pas enlevé et à ce qu'il ne s'enfue pas, et deman-

dent à s'assurer par elles-mêmes des mesures prises pour le garder. Sa maison militaire, dont chaque soldat était un gentilhomme, a été licenciée et remplacée par la garde nationale qui surveille l'intérieur du château, les escaliers, les communications entre les appartements. M. de La Fayette vient à toute heure aux Tuileries, ses officiers rôdent la nuit à toutes les issues et des ordres tacites les autorisent à empêcher le roi lui-même de sortir de ses appartements après minuit. Enfin, les domestiques, qui ont été soudoyés, ajoutent à la surveillance officielle un espionnage secret et plus intime et tiennent chaque jour l'Hôtel de Ville au courant des gestes et des paroles de la famille royale.

Paris garde jalousement son totem national.

*

D'inexplicables intuitions révèlent à une femme amoureuse que son amant est en train de la tromper. Par un phénomène analogue, Paris devina, dans la nuit du 20 juin, la fuite du roi.

A minuit, le sieur Busebi, perruquier rue de Bourbon, se transporta chez le sieur Hudier, boulanger et sapeur du bataillon des Théatins. Il lui rapporta qu'on disait dans le quartier que le roi allait s'enfuir. Les deux hommes réveillèrent aussitôt leurs voisins. Bientôt ils furent une trentaine qui se rendirent chez M. de La Fayette.

— Le roi va partir, lui dirent-ils.

M. de La Fayette se mit à rire. Il leur répondit qu'il revenait des Tuileries et que tout était en ordre. Il lut un rapport qui venait de lui parvenir et qui ne signalait aucun mouvement anormal dans la ville. La soirée avait été d'un calme impressionnant. « Aux Grands Danseurs du Roi », boulevard du Temple, après une brillante reprise du *Jeu de l'amour et du hasard*, les spectateurs s'étaient mêlés au corps de ballet et avaient dansé la tourneuse et la petite chacone ; au « Théâtre Français Comique et Lyrique », la sixième représentation de *La Bastille ou le régime intérieur des prisons d'Etat* avait obtenu un succès d'estime.

— Rentrez tranquillement chez vous, conseilla le commandant de la garde nationale aux membres de la députation.

Pour n'être pas arrêtés, en se retirant, ils demandèrent le mot d'ordre : il le leur donna. Ils se portèrent alors aux Tuileries, où ils n'aperçurent aucun mouvement, si ce n'est un grand nombre de cochers de fiacre qui buvaient autour des petites boutiques ambulantes qui se trouvaient près du guichet du Carrousel. Ils firent ensuite le tour des cours, jusqu'à la porte du Manège où se tenait l'Assemblée : ils n'aperçurent rien de suspect. A leur retour au Carrousel, ils furent surpris de ne plus trouver un seul fiacre sur la place.

— Ces voitures, dit l'un d'eux, qui n'était pas rassuré, ont servi aux personnes qui accompagnaient l'indigne famille.

M. de Gouvion lui-même, aide de camp de M. de La Fayette, se méfiait particulièrement ce soir-là. Les bruits qui couraient dans Paris étaient venus jusqu'à lui, et bien qu'ils parussent injustifiés il avait décidé d'en tenir compte. Il retint chez lui, sous différents prétextes, plusieurs officiers de la garde nationale et les plaça à toutes les issues ; en compagnie de cinq chefs de bataillon, il passa la première partie de la nuit à la porte de l'ancien appartement du duc de Villequier, avec lequel, lui avait-on dit, la reine communiquait de ses cabinets par un corridor secret.

A cette même date du 20 juin 1791, Camille Desmoulins notait dans son journal :

« La soirée fut très calme à Paris. Je revenais à onze heures du club des Jacobins avec Danton et d'autres patriotes ; nous n'avons vu dans tout le chemin qu'une seule patrouille. Paris me parut, cette nuit, si abandonné que je ne pus m'empêcher d'en faire la remarque. L'un de nous, Fréron, qui avait dans sa poche une lettre dans laquelle on le prévenait que le roi partirait cette nuit, voulut observer le château. Il vit M. de La Fayette y entrer à onze heures. »

*

Dès sept heures du matin, le lendemain, la rumeur de la disparition du roi se répandait du château dans les quartiers adjacents et, de proche

en proche, jusque dans les faubourgs. On s'abordait avec ces mots :

— Le roi est parti !

On n'eût pas annoncé autrement la peste ou l'arrivée des uhlands aux portes de la ville. La capitale prit l'aspect des jours de grande calamité. Les maisons se vidaient peu à peu et une foule silencieuse et énorme se porta vers les Tuileries.

D'abord, on interrogea les gardes qui confirmèrent la nouvelle. On parlait bas. On avançait, on reculait, on hésitait. On aurait bien voulu voir, mais on n'osait pas. On s'enhardit pourtant après de longs colloques. Les portes furent forcées, mais sans brutalité, presque délicatement. On ne brisait pas, on touchait à peine, comme si on redoutait quelque choc en retour impitoyable, quelque terrible vengeance céleste ! Des groupes errèrent d'appartement en appartement. Ils regardaient avec une curiosité inquiète les lits royaux déserts.

Les femmes s'approchèrent des meubles. Le premier mouvement des hommes fut de les retenir. Mais pour ne pas avoir d'histoires, ils cédèrent. Fouiller les armoires, c'est affaire des femmes, n'est-ce pas ? Celles-ci se mirent à l'ouvrage. Avec le nombre, l'audace leur venait. Maintenant, elles s'interpellaient, elles plaisantaient, elles riaient. Le choc en retour ne s'était pas produit, le ciel ne s'était pas fâché !

Une jeune fille que des commères voulaient coiffer d'un bonnet de la reine s'écria que son front

Roger Vailland et Raymond Manevy

UN HOMME DU PEUPLE SOUS LA RÉVOLUTION

Tout le monde a appris à l'école le nom de Drouet, le maître de poste qui, dans une auberge de campagne, a porté sur Louis XVI, roi fugitif, une main sacrilège et a accompli le geste qui devait changer la face du monde.

Mais l'histoire de Drouet ne s'arrête pas là. Le personnage est vraiment hors du commun. D'abord, arrêter Louis XVI n'était pas si facile. Une troupe fidèle l'escortait. Il fallut au maître de poste beaucoup d'intelligence et de décision. Peu après, Drouet est député à la Convention, ami de Marat. Il échappe de peu au massacre du Champ-de-Mars. Commissaire aux armées, il est fait prisonnier par les Autrichiens, mis en forteresse. On raconte qu'il a été promené et exhibé dans une cage. Il tente de s'évader en confectionnant un parachute, mais il se brise la jambe. Il est échangé contre la fille de Louis XVI. De retour à Paris, il participe à la conspiration de Babeuf. On l'arrête, mais on s'arrange pour faire échapper ce prisonnier encombrant. Le voici aux Canaries. Sous Napoléon, il est sous-préfet. La Restauration arrive. Drouet se cache à Paris sous une fausse identité. Il aura encore le temps, avant de mourir, de vivre une touchante histoire d'amour.

Roger Vailland et Raymond Manevy, qui fut un grand journaliste et un historien de la presse, ont écrit ce récit en 1936, dans le climat enfiévré des débuts du Front populaire, retrouvant, à un siècle et demi de distance, les élans et les espoirs du temps de Drouet.

Détail d'une gravure anonyme XVIII^e siècle.
Drouet reconnaît Louis XVI au cours
d'un repas à Sainte-Ménéhould.
Bibliothèque Nationale, Paris.
Photo Hubert Josse © Gallimard.